

Débats & comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **18 (2002)**

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DÉBATS & COMPTES RENDUS

INTERNATIONALE COMMUNISTE, ARCHIVES ET HISTOIRE

Les 15 et 16 mars 2002, la Fondation Jules Humbert-Droz, créée par la famille pour favoriser les études consacrées au militant communiste et socialiste, ainsi que les responsables des deux derniers tomes de la collection « Archives de Jules Humbert-Droz » (tome 5 en 1996, 4 en 2001) ont organisé une « rencontre scientifique et conviviale » sur *L'histoire du communisme et de l'Internationale communiste dix ans après l'ouverture des archives*. Cette réunion d'une quinzaine de chercheurs plus un certain nombre d'auditeurs s'est déroulée dans les locaux du Club 44, à La Chaux-de-Fonds, et a permis d'intéressants échanges de vues. Non qu'il y ait eu de véritables affrontements car, sur les questions essentielles, il existe aujourd'hui un assez large consensus, même de la part d'historiens qui se réclament de traditions diverses : communistes, trotskistes ou autres. Mais les points de vue, qui dépendent des sources utilisées, de l'emprise de telle ou telle tradition historiographique ou des centres d'intérêt du chercheur, demeurent différents ; très souvent, d'ailleurs, ils se complètent plus qu'ils ne s'opposent.

Le vendredi soir, une table ronde a tenté de faire le point, dix ans après l'ouverture des archives de Moscou. Celle-ci n'est d'ailleurs pas complète et l'on sait que certains fonds, libres d'accès en 1991, ne le sont plus. Frederic Firsov (précédemment Moscou, aujourd'hui Lynn, Massachusetts), qui insiste beaucoup sur les liens de l'IC avec l'appareil d'État soviétique et sur la dépendance de celle-ci à son égard, estime que tout ce qui concerne les rapports entre l'IC et les organes de renseignements (NKVD, GRU...) fait partie du domaine non communicable. Sans nier l'importance des ouvertures d'archives, divers intervenants ont quelque peu nuancé l'affirmation générale de Bernhard Bayerlein (Mannheim-Cologne), selon lequel elles auraient rythmé les évolutions de l'histoire. Les années 1991-1992, marquées par l'enthousiasme et la fascination, ont incité certains à la pêche aux documents pour conforter leurs travaux antérieurs ; on a assisté alors à une véritable poussée positiviste que Brigitte Studer (Berne) n'a pas hésité à qualifier de régression méthodologique. Depuis, on est heureusement revenu à des conceptions plus réfléchies : les archives ne parlent pas d'elles-mêmes, il faut les soumettre à un questionnement, élaboré par l'historien ; il faut aussi croiser les sources en recourant à d'autres fonds, à d'autres documents ; la lecture de l'archive et l'écriture de l'histoire sont deux choses différentes, même si elles sont en étroits rapports (Serge Wolikow, Dijon).

Ce devrait être l'occasion de réfléchir à une autre histoire du communisme, prenant appui sur l'histoire sociale, sur l'anthropologie, tenant compte du rôle modernisateur qu'il a pu représenter (B. Studer). C'est sur une véritable histoire comparée de l'Europe que pourraient déboucher les travaux relatifs à l'IC ; ainsi des modalités suivant lesquelles se sont politisées les classes ouvrières et les masses populaires, par le socialisme dans certains pays, par le communisme ailleurs. Et il faudrait aussi suivre la transposition de ces formes hors de l'Europe (Wolikow).

Pour Pierre Broué (Grenoble), ce sont des pans entiers de l'histoire du communisme qui sont révélés par les travaux conduits jusqu'à présent ; sur le fonctionnement de l'opposition en 1935-1936, par exemple, beaucoup plus forte qu'on ne l'imaginait et ayant souvent une composition ouvrière et jeune ; Staline se sentait menacé et il l'était bel et bien.

La journée du samedi fut consacrée à diverses communications qui permirent de reprendre les problèmes soulevés la veille et de prendre connaissance de travaux en cours sur l'Entente internationale anticommuniste, souvent appelée Ligue Aubert (Mauro Cerutti, Genève) ; sur les Amis de l'Union soviétique (Jean-François Fayet, Genève) ; sur l'Internationale syndicale rouge (Reiner Tosstorf, Mayence).

Mentionnons encore les intéressantes communications de Brigitte Studer sur les nouveaux thèmes et concepts dans l'historiographie du stalinisme et de Bruno Groppo (Paris) sur les rapports entre l'histoire du communisme et celle du mouvement ouvrier.

MARC VUILLEUMIER

Vient de paraître :

Brigitte Studer, Berthold Unfried

Der stalinistische Parteikader. Identitätsstiftende Praktiken und Diskurse in der Sowjetunion der dreißiger Jahre

Köln ; Weimar ; Wien : Böhlau Verlag, 2001, 326 p., ill. ; 29,90 Euros

ISBN 3-412-09101-4 – www.boehrlau.de

Les communistes arrivant dans l'Union soviétique des années trente du siècle dernier durent apprendre à penser et à agir comme des cadres du parti stalinien. Des milliers de rapports archivés témoignent des processus de formation de ces sujets staliniens. Qu'ils parlent d'eux-mêmes ou qu'on parle d'eux, on a là une vision fascinante, de l'intérieur ou de l'extérieur, de ces personnes soumises au regard de l'appareil du Parti, contribuant à la compréhension de l'univers stalinien tel qu'il fut vécu par ces cadres.

**ESPAGNE, 1936-1939 :
UNE TRAGÉDIE AU CŒUR
DU XX^e SIÈCLE**

■ Nic Ulmi et Peter Huber, *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, Lausanne, Antipodes, 2001, 339 p.

■ Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (édité par), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, 603 p.

■ Daniel Künzi, *La Suisse et la guerre d'Espagne 1936-1939. Solidarité*, Genève, Société productions maison, 2002, 63 minutes.

La guerre d'Espagne, assurément, occupe une place centrale dans les drames du XX^e siècle. Elle est en effet survenue à un moment de contrastes où les espérances populaires des uns devaient soudain se concrétiser, comme les congés payés français par exemple, alors qu'une répression féroce frappait déjà les autres, en Allemagne comme en Italie. Par sa brutalité, elle s'inscrit parfaitement entre les deux guerres mondiales. Elle eut pour théâtre une terre où s'enchevêtraient des temps pluriels, issus à la fois du contemporain et du non-contemporain, avec des éléments surgis tout droit du XIX^e siècle. Pourtant, elle n'en a pas moins anticipé l'avenir immédiat de l'Europe, annonçant par exemple la dimension de guerre civile qui allait marquer toute la Seconde Guerre mondiale. Elle a vu ainsi s'affronter la démocratie et les fascismes, mais aussi, au

sein même du camp républicain, la révolution et le stalinisme. Le lâchage de la République espagnole par toutes les démocraties occidentales, alors même que les fascistes intervenaient de manière décisive, allait en effet être suivi par les Accords de Munich et leurs funestes conséquences. Mais un autre drame devait se jouer en même temps dans la gauche espagnole, face à l'émergence d'une dynamique révolutionnaire, en Catalogne notamment : la répression stalinienne de mai 1937 annonçant elle aussi d'autres désastres que les faiblesses du camp progressiste ne parviendraient à empêcher ni en Espagne, ni plus tard, ni ailleurs.

Ces réalités contradictoires se retrouvent toutes à travers les témoignages des volontaires. C'est dire que ceux qui sont partis dans la péninsule ibérique n'ont pas toujours vécu des expériences à la hauteur de leurs espoirs. Pour eux, les drames ont souvent succédé aux drames, les désillusions aux désillusions. Certes, la militarisation des milices était un renoncement à la révolution, mais il est non moins vrai que la désorganisation spontanée provoquait beaucoup de pertes, et qu'une certaine logique de la guerre devait finalement l'emporter face à la réalité de l'agression fasciste. Les femmes, de leur côté, furent assez vite confinées à des tâches traditionnelles, à tel point qu'une militante constate, dépitée, qu'il lui aura donc fallu « aller en Espagne pour devenir ménagère ». D'ailleurs, en Suisse même, une certaine presse ouvrière n'appelait-elle pas elle aussi les femmes à tricoter des pulls pour les Républicains ? Cela dit, la guerre pouvait-elle permettre

qu'il en soit autrement ? Et les sources qui nous le disent sont-elles neutres et ont-elles cherché à voir autre chose ?

D'une manière générale, certains crurent « rouler la bourgeoisie » en faisant quand même la révolution, mais c'est plutôt Staline, en fin de compte, qui les roula. En effet, il n'y eut pas de révolution, il n'y eut plus de démocratie. Mais on ne saurait isoler l'un de l'autre ces deux aspects – la révolution trahie et la défense de la démocratie – sans céder à des visions mythiques. Quant au camp des fascismes, il en sortit revigoré. Il y eut beaucoup de violences et c'est bien un terrible processus vers la barbarie qui devait désormais s'emballer.

Un grand nombre de Suisses s'engagèrent en Espagne. Parmi ces ouvriers, au sein desquels les latins étaient fortement représentés, beaucoup étaient chômeurs, sans doute un peu déracinés, mais sans que cela ne change rien à la réalité de leur engagement politique. Ils firent des choix courageux et ne se laissèrent pas intimider par les menaces dans leur propre pays. Certains devaient déjà partir pour l'Olympiade de Barcelone – qui devait protester contre les Jeux de la Berlin nazie. Ces sportifs-là, Leni Riefenstahl ne devait pas les filmer. Mais la guerre d'Espagne allait quand même être abondamment photographiée et filmée. La majorité de ces volontaires étaient communistes, mais ils ne l'étaient pas tous. Par ailleurs, cet engagement fit son lot de victimes : un cinquième à un quart du contingent suisse disparut en Espagne. Sans parler de tous ceux qui furent blessés. Tout cela pour défendre leurs idéaux et la

démocratie. Tout cela pour que les survivants soient traités comme des criminels à leur retour en Suisse. Et pour que leur pays soit le premier à reconnaître le régime de Franco.

Les Éditions Antipodes ont publié simultanément deux livres sur la Suisse et la guerre d'Espagne, et il faut s'en féliciter. *Les Combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, de Nic Ulmi et Peter Huber, rend compte avec beaucoup de précision et de nombreux exemples, tirés pour la plupart d'archives fédérales et moscovites qui fourmillent de témoignages, du périple espagnol des quelque 815 volontaires suisses ou provenant de Suisse, dont la liste est établie. Les conditions de leur départ, la nature de leur engagement, leurs expériences au front et sur le plan politique, puis l'accueil vengeur qui leur a été réservé à leur retour en Suisse, sont tour à tour évoqués dans cet ouvrage qui constitue une fort belle synthèse, mais auquel il manque un index. Pour sa part, le recueil collectif édité par Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber, *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, qui regroupe des contributions issues d'un colloque de l'Université de Lausanne, aborde toutes sortes de thématiques qui donnent à voir une Suisse officielle particulièrement soucieuse de ses intérêts économiques, mais aussi, bien entendu, les manifestations populaires de la solidarité avec la République agressée. On y trouve en particulier des informations sur l'attitude des autorités suisses, systématiquement défavorable aux Républicains, notamment lorsqu'il s'est agi d'accueillir ou

de refouler des réfugiés. D'intéressantes réflexions de Catherine Fuessinger sur la division sexuelle et la visibilité des femmes dans les actions de solidarité. Ainsi que des données révélatrices sur l'engagement des intellectuels et l'indifférence de la classe dirigeante à l'égard de ceux qui défendaient la République. Ou encore sur les liens qui se sont noués entre les autorités du camp nationaliste et la Ligue anticommuniste de Théodore Aubert, Michel Caillat ayant pu en établir la preuve.

Ces deux publications, qui seront encore complétées par les actes d'un colloque international sur les volontaires étrangers, se situent en aval d'un programme de recherches qui a permis de mettre à jour de nouveaux documents, de procéder à un bilan d'ensemble et de faire substantiellement progresser la connaissance d'un épisode essentiel pour l'analyse et la compréhension du XX^e siècle. Et leur qualité devrait aider les historiens à mieux prendre en considération le drame espagnol, et ses échos en Suisse, dans leurs récits et leurs reconstructions.

De son côté, Daniel Künzi a réalisé un nouveau film documentaire, *Solidarité*, qui évoque les activités des antifascistes en Suisse pour défendre l'Espagne républicaine, ainsi que certains volontaires suisses engagés en Espagne même. Partant d'une dénonciation des silences de l'historiographie officielle, en particulier du fameux manuel scolaire de Georges-André Chevallaz, il nous propose de très beaux entretiens avec toute une série de témoins. On y voit notamment les brigadistes Eolo Morenzoni (parti au front à l'âge de 16 ans),

Arthur Friedli (récemment disparu) et Ernest Pierrehumbert (qui décrit les horreurs du retour en France et des camps de concentration des Pyrénées-Orientales).

Pour une mémoire partagée de l'antifascisme

La solidarité avec l'Espagne républicaine et démocratique ne s'est pas limitée, loin s'en faut, à l'engagement sur place de courageux volontaires dans les milices populaires, les Brigades internationales ou l'assistance sanitaire. Elle a aussi eu toute son importance en dehors de l'Espagne, pour des récoltes et l'envoi de médicaments, de denrées alimentaires, parfois d'armes... À l'époque, en Suisse et ailleurs, c'est tout un peuple qui s'est mobilisé très concrètement afin de venir en aide à la République meurtrie et de faire face à l'agression fasciste. Les archives montrent d'ailleurs que des leaders comme Tronchet ou Bertoni avaient tenté de dissuader certains camarades de partir pour l'Espagne parce qu'ils auraient été plus utiles en Suisse. Aussi le travail et la solidarité active de ceux qui sont restés sur place, à l'instar d'un André Oltramare ou d'un Roger Fischer, ne devraient-ils pas être négligés.

Mais cette solidarité, aussi large fût-elle, ne concernait guère que des milieux progressistes. Ce qui nous rappelle en même temps que les démocraties occidentales, aveuglées par leur peur du communisme, ne firent rien pour sauver la jeune République espagnole, pourtant démocratiquement constituée. D'ailleurs, c'est peut-être justement pour ne pas avoir

à le rappeler que les clivages d'antan semblent se prolonger dans la durée. Ainsi, parmi beaucoup de pages blanches, la commémoration en automne 2001 du centenaire de la remise du prix Nobel de la Paix à Henry Dunant, « Genève, un lieu pour la paix », n'a rien dit de cette lutte contre les fascismes, ignorant bien sûr le monument récemment dédié aux brigadistes à la rue Dancet. Tout comme elle a soigneusement oublié, dans son exercice de mémoire sélective, la terrible fusillade du 9 novembre 1932 contre une manifestation antifasciste. Pourtant, la lutte contre les fascismes – et notamment contre leur passion pour la force et les faits de la guerre – était aussi à l'époque une manière de lutter pour préserver la paix. Or, rétrospectivement, alors même que les volontaires suisses de la guerre d'Espagne n'ont toujours pas été pleinement réhabilités, et bien que les témoignages de la plupart d'entre eux évoquent davantage la question de la démocratie que celle de la paix, on peut légitimement se demander comment la société contemporaine pourrait construire sérieusement la paix de demain en effaçant tous les symboles de l'antifascisme de sa mémoire. Et s'il ne serait pas nécessaire que cette mémoire puisse vraiment concerner – enfin – tous les acteurs de la démocratie afin de la préserver des nombreuses menaces, aujourd'hui ravivées, qui pourraient la miner.

CHARLES HEIMBERG

■ La liste des combattants suisses en Espagne établie par Nic Ulmi et Peter Huber est impressionnante, et on excuse volontiers les lacunes des données biographiques.

Clara Thalmann, qui y est citée, est née Clara Ensner en 1908 dans une famille ouvrière à Bâle, dernière de dix enfants. Elle entra tôt aux Jeunesses communistes, pour en être exclue en 1928 avec son compagnon Paul (Pavel), un des fondateurs du Parti communiste suisse.

En été 1936, elle devait représenter le Club de natation ouvrier aux Olympiades ouvrières de Barcelone. Arrivant à la frontière le 19 juillet, c'est la révolution qu'elle rencontre, et elle se débrouille pour partir au front, dans le groupe allemand de la Colonne internationale Durruti. Rejointe par Paul, elle sera arrêtée avec lui après les journées de mai 1937 et passera plusieurs semaines dans les prisons de la police stalinienne (GPU).

Après leur fuite d'Espagne, Paul et Clara s'engagent dans la résistance française, puis vivent le restant de leurs jours près de Nice, faisant de leur maison une communauté et un lieu de rencontre, restant proches des milieux libertaires. Clara Thalmann-Ensner, qui était retournée pour la première fois en Espagne près de cinquante ans après la révolution, est décédée le 27 janvier 1987.

MARIANNE ENCKELL

Paul et Clara Thalmann, *Combats pour la liberté : Moscou, Madrid, Paris*. Paris, Spartacus, 1983.

Medienwerkstatt : *Die lange Hoffnung, Erinnerungen an ein anderes Spanien : Clara Thalmann, Augustin Souchy*. Freiburg/Br, 1983, vidéo.

ENTRE ESTHÉTIQUE ET POLITIQUE : LE CORPS SPORTIF

■ Laurent Guido, Gianni Haver, *La mise en scène du corps sportif. De la Belle Époque à l'Age des Extrêmes*, Lausanne, Musée Olympique, 130 p., 253 ill. 2002.

Jeter différents regards sur le corps sportif pendant la première moitié du XX^e siècle européen, c'est mieux saisir les transformations que connaît le continent lors de son passage de la « Belle Époque » à l'« Age des extrêmes ». Par la publication d'un très beau livre intitulé *La mise en scène du corps sportif*, Laurent Guido et Gianni Haver, chercheurs à l'Université de Lausanne, proposent une mise en perspective fort enrichissante de cette problématique.

Quatre parties structurent leur travail. Partant de la « redécouverte » du corps pendant le XIX^e et surtout la première décennie du XX^e siècle et l'entre-deux-guerres, le chapitre intitulé « Culture corporelle et renouveau antique » met en avant l'imbrication entre débats sur l'esthétique du corps, critique des effets de l'industrialisation à travers l'appel au « retour à la nature », recherche de nouvelles formes d'expression dans la danse, utilisation des instruments scientifiques dans la quête du mouvement parfait ainsi que l'évolution d'un culte du corps naissant vers une mise en scène destinée à de grands spectacles de masse.

Deuxième axe : « Le sport au service des États ». La rupture de 1914-1918 voit l'émergence d'une prise en charge systématique du sport par la

politique. Associé pendant la deuxième révolution industrielle à la volonté des classes dirigeantes de posséder des ouvriers en bon état, l'exercice physique généralisé des masses est intégré à la logique de la préparation à la guerre. C'est notamment dans le cadre des régimes dictatoriaux italien et allemand que cette récupération est la plus évidente. Devenir une grande puissance mondiale demande aussi d'être une grande puissance sportive. Dans cette logique, patriotisme, exaltation de la nation et sport se conditionnent réciproquement.

Dans un troisième chapitre – « Entre "force" et "grâce", le nouveau corps féminin » – les auteurs se livrent à une analyse du rapport entre femme et sport. Le contraste entre la position d'un Pierre de Coubertin considérant que « le seul véritable héros olympique (...), c'est l'adulte mâle individuel » et la promotion du sport féminin, par exemple en France, est seulement apparent. Rejetée sur la base de l'argument de la soi-disant incompatibilité entre compétition et condition des femmes dans le premier cas, l'activité sportive est saluée sur fonds d'un discours à forte connotation nataliste dans le deuxième (« l'âge d'or des futurs époux »). Toujours est-il que la pratique sportive des femmes se renforce et que les premières stars (Suzanne Lenglen au tennis, la plongeuse Dorothy Poynton-Hill) apparaissent dans l'entre-deux-guerres.

Le « regard des médias » constitue la quatrième partie du livre. D'une part, le rapport entre vedette sportive et moyens de communication est mis en évidence. Déjà présents sur des

affiches publicitaires à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les champions et les championnes font leur apparition sur les écrans de cinéma. Fait marquant, ce sont notamment les sports d'hiver et l'alpinisme qui jouent un rôle important dans ce contexte et les films d'escalade et de montagne sont légion dans l'entre-deux-guerres. D'autre part, l'avènement de la radio et la réaction de la presse écrite qui a de plus en plus recours à la photographie permet de voir dans quelle mesure le phénomène sportif est devenu un enjeu de masse. Enfin, les nouvelles techniques cinématographiques permettent une mise en scène toujours plus sophistiquée et esthétisante du sport. Le film de Leni Riefenstahl sur les Jeux de Berlin en 1936 en est l'expression la plus significative. L'exemple de la cinéaste et photographe allemande traverse d'ailleurs tout l'ouvrage, sa personne étant symptomatique pour la plupart des aspects de la problématique abordée. Riefenstahl est tout d'abord danseuse d'expression, elle participe ensuite à la production de plusieurs films sur l'alpinisme – où elle apprend la mise en scène –, enfin elle devient la cinéaste officielle du régime hitlérien. En servant les intérêts d'un régime nationaliste et raciste, son approche esthétisante du corps sportif, qui utilise les technologies les plus modernes, insiste sur l'héroïsme d'athlètes en quête de la performance parfaite. Le corps est l'instrument d'une politique qui s'oppose à toute tentative de considérer sa libération comme un élément fondamental de la libération de la personne humaine.

Un des grands mérites de l'ouvrage est de réussir à présenter et à discuter globalement une problématique complexe, souvent éclatée et parfois sans logique apparente. Les quatre chapitres forment un ensemble qui met en lumière dans quelle mesure l'analyse du corps sportif permet de mieux saisir l'évolution que connaissent des phénomènes aussi divers que l'art, le sport, les médias, la culture de masse, le nationalisme, le rapport entre genres ou encore le développement technologique pendant la première moitié du XX^e siècle. Autre point fort : l'énorme richesse iconographique du livre. Par une multitude de photographies et d'images publiées pour la première fois, les auteurs encadrent et enrichissent le texte tout en donnant, à travers le choix des représentations, une autre clef de lecture de cette « mise en scène du corps sportif ».

À côté des grandes qualités de la publication, un commentaire critique s'impose. L'attitude du mouvement ouvrier est peu présente, à part quelques considérations sur le sport ouvrier et les pratiques de l'Union soviétique. Dans quelle mesure le regard sur le corps sportif est-il différent dans un État qui se dit ouvrier ? Existe-t-il un discours critique de sa mise en scène par les sociétés bourgeoises au sein des mouvements ouvriers occidentaux ? Il s'agit là de questions que provoque un ouvrage passionnant dont la lecture agréable facilite le contact avec un champ historique important.

PHILIPP MULLER

À PROPOS DE MIGRANTS

■ **Laetitia Carreras et Christiane Perregaux, *Histoires de vie. Histoires de papiers*, Lausanne, Éditions d'en bas, avec le Centre de Contact Suisses-Immigrés de Genève, 2002, 190 pages.**

■ **Philippe Rygiel, *Destins immigrés. Cher : 1920-1980. Trajectoires d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 pages.**

Deux livres récents abordent la question de l'histoire des migrations sous des angles et selon des modalités aussi différents que complémentaires. Le premier rend compte d'histoires individuelles de jeunes sans-papiers qui ont été ou sont encore en quête, à Genève, d'un droit fondamental à la formation, et en quelque sorte aussi à la jeunesse. *Histoires de vie. Histoires de papiers* donne ainsi la parole à de jeunes témoins dont les récits sont aussi lucides qu'émouvants, tout en proposant d'utiles commentaires et d'efficaces mises en perspective. Le second, fruit d'une impressionnante recherche universitaire, est une étude monographique et quantitative des *Destins immigrés*, des parcours sociaux de familles migrantes du Département du Cher. D'un côté, une étude d'histoire orale part de quelques situations qui ont valeur d'exemple et illustrent un drame collectif. De l'autre, le compte rendu d'une thèse universitaire nous fournit des informations inédites sur un aspect de l'histoire des migrants qui n'avait guère été étudié jusque-

là : ce que sont devenus les enfants de la seconde génération, ceux qui sont nés en France de parents nés à l'étranger. C'est d'ailleurs là le point commun essentiel de ces deux très beaux livres : nous rappeler qu'en matière d'histoire des migrations, le temps joue un rôle fondamental ; et qu'il faut se déplacer à travers les générations pour prendre toute la mesure de l'intégration ou du rejet, de l'assimilation ou de l'errance.

Faire sauter le verrou du droit à la formation, c'est-à-dire du droit de suivre une formation professionnelle, y compris duale avec un emploi, quel que soit son statut, légal ou illégal, de résidence, comme c'est déjà le cas à Genève depuis une dizaine d'années pour le droit à l'éducation, à la scolarité : c'est dans cette perspective que les entretiens réalisés par Laetitia Carreras avec de jeunes migrants qui ont vécu l'expérience de la clandestinité ont été publiés et commentés. « *Nous devons faire attention. Nous savions que, suivant ce que nous faisons, les conséquences pouvaient être graves. Mon frère avait 17 ans, il en était conscient et moi, avec mes 13 ans, je l'étais également. Il ne fallait pas que je fasse de bêtise. Il fallait être tranquille et sage.* » (José, p. 67-68). C'est donc une vraie part d'enfance, en quelque sorte, qui fut volée à ces jeunes sans-papiers. Et ce à quoi ils auraient dû avoir droit, en fin de compte, ce n'est rien d'autre que les droits humains les plus élémentaires.

Mais la parole ainsi donnée débouche aussi sur des témoignages d'une grande dignité et d'une immense pertinence. « *Je suis retourné en Kosove après la guerre, en février*

1999. *C'était le choc, je me sentais comme un fantôme, je n'étais plus chez moi. La première fois que je suis parti, c'était à l'aveuglette, je ne savais pas très bien ce qui m'attendait. J'avais mes visions d'il y a 10 ans, je voyais encore dans ma mémoire la Kosove de 1989. J'avais 15 ans quand je suis parti. La mémoire ne vieillit pas, et quand je suis arrivé tout était différent : la vie, les gens. Tout avait évolué et j'étais perdu. Même les amis ne m'ont pas reconnu. Pendant deux semaines, j'étais comme un zombie traversant la Kosove. J'avais dans la partie gauche de mon cerveau les images que j'avais en mémoire, dans la partie droite ce que je voyais. Les deux se mélangeaient, c'était très étrange. Le problème est le même pour tous les immigrés, parce que, pour finir, on ne tient plus vraiment à un passé, à un présent et à un futur. On a toujours un pied dans le pays où on vit et un pied dans le pays de notre idéal. Finalement, chacun mène son propre petit combat en lui-même entre la volonté d'aimer toujours et encore son pays et la volonté de vivre et de s'intégrer dans un autre pays » (Blerim, p. 92-93). On retrouve là, exprimée avec d'autres mots par un jeune que la Suisse avait voulu rejeter parce qu'il était devenu majeur au mauvais moment, la problématique de la double absence évoquée dans le dernier numéro des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*.*

Ces « fragments d'histoires de vie » ont évidemment quelque chose de poignant. Quelques-uns se sont bien terminés, mais on ne sait rien encore de ce qu'il adviendra de cette

mère équatorienne qui vit toujours clandestinement avec ses deux filles. Et qu'en est-il par ailleurs de tous ceux dont ce livre ne parle pas ? Qu'en sera-t-il de tous les autres qui vont encore arriver, promis aux rigueurs d'une législation toujours plus impitoyable ? Ces enquêtes orales nous restituent une part de la réalité sociale de notre présent et leur richesse ne peut que suggérer la pertinence de leur développement pour d'autres vagues migratoires et d'autres époques afin de pouvoir faire enfin avancer nos connaissances du phénomène migratoire et de son histoire au cours du dernier siècle.

Cette histoire, fort heureusement, progresse considérablement dans d'autres pays, à l'instar de la France où vient d'être publiée la remarquable étude monographique de Philippe Rygiel. Dans cette étude historique, l'espace et le temps pris en considération, le Département du Cher de l'entre-deux-guerres aux Trente Glorieuses, ne sont évidemment pas les mêmes. Mais la question centrale de cette thèse, le poids de l'ascendance étrangère sur le devenir des individus, n'est pas sans rapport avec la manière dont les jeunes migrants sont accueillis aujourd'hui dans nos cités.

L'auteur a choisi de considérer cinq pays d'origine (Italie, Espagne, Portugal, Pologne, Tchécoslovaquie) tout en établissant une typologie des centaines de familles qu'il a étudiées selon des critères croisés portant sur les implantations professionnelle et géographique. Il établit et interroge ses données avec une transparence qui facilite la lecture de son ouvrage. Il s'est ainsi intéressé aux familles qui

sont restées en France pour pouvoir étudier les parcours sociaux de leurs enfants, ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de s'interroger sur les causes des départs, qui ne sont pas tous des retours. À ce propos, il constate un taux inférieur de départs chez ceux qui proviennent des régions les plus proches, ont épousé un conjoint français ou disposaient au départ d'un capital économique. « *Tout se passe alors comme si la population issue de l'immigration était le produit de plusieurs opérations de filtrages, qui ont pour effet, sans qu'il faille y voir nécessairement le fruit d'une politique consciente, de rendre particulièrement difficile l'implantation définitive des familles que les représentations du temps désignent comme les moins désirables ou les moins assimilables. Il s'en déduit que les enfants de l'immigration ne sont pas les enfants des immigrés durant la période antérieure* » (p. 253).

Philippe Rygiel évoque l'ascension sociale de la première génération en montrant qu'elle est souvent limitée dans son ampleur, inférieure en tout cas à ce qu'il peut en être pour des Français de condition sociale comparable. Quant à la deuxième génération, son étude met en évidence à la fois une diversification socioprofessionnelle et une dispersion géographique, notamment vers des villes plus grandes ou la région parisienne. La mobilité semble plus forte pour les garçons que pour les filles, pour les enfants nés en milieu urbain que pour ceux qui sont nés à la campagne. Cependant, l'auteur s'interroge encore, non sans quelque raison, sur la validité de ces constats locaux par

rapport à la réalité française. Il fait valoir l'utilité des comparaisons internes à sa base de données et justifie de manière convaincante la valeur de ses démarches sans rien cacher de leurs limites potentielles. On regrettera seulement qu'il ait si peu utilisé des entretiens avec des témoins, qui auraient sans doute enrichi son tableau.

La mise en parallèle d'un recueil de témoignages sur le présent ou le passé proche et d'une étude historique universitaire pourra certes paraître incongrue. Il ne s'agit évidemment pas de comparer ces deux publications de nature si différente. Mais c'est en revanche pour les questions qu'elles nous posent sur notre présent de repliement frileux et de triomphe des démagogues les plus sinistres, et pour leur attention commune aux destins des enfants de migrants, qu'il vaut la peine de saluer simultanément la parution de ces deux excellents ouvrages dont les démarches sont en réalité remarquablement complémentaires.

CHARLES HEIMBERG

■ *De Beaux Lendemain ? Histoire, société et politique dans la science-fiction, sous la direction de Gianni Haver et de Patrick J. Gyger, Lausanne, Éditions Antipodes, 213 p.*

L'ouvrage collectif *De Beaux Lendemain ?* offre une riche palette de contributions centrées sur l'analyse d'œuvres de science-fiction (SF), principalement issues de la littérature et du cinéma. En se penchant sur l'étude de films, de romans ou encore d'œuvres musicales d'anticipation, les auteurs de cet ouvrage défrichent un domaine passablement oublié des historiennes et des historiens. Au travers de l'analyse des représentations liées à des sociétés hypothétiques qu'offre la production science-fictionnelle, les différents auteurs proposent une confrontation entre la SF et le politique. Un rapport des plus intéressants puisque, comme le souligne Gianni Haver dans son introduction, les sociétés imaginaires représentées dans ce type de production ne sont que des visions altérées et caricaturées de sociétés réelles. Grâce au détour déformant qu'offre la SF, les auteurs de ces œuvres disposent d'un moyen pour légitimer ou dénoncer la société dans laquelle ils évoluent.

Pour éclairer les voies d'analyse qu'offre la SF et les liens entre cette dernière et le politique, P. J. Gyger, dans son article d'ouverture, met en perspective les concepts d'utopie et de dystopie. Par l'éclairage de ces deux notions antinomiques, il démontre que les descriptions d'un futur, idéalisé ou sombre, sont porteuses d'une vision du monde et

permettent ainsi de véhiculer des idées politiques.

Laurent Guido examine quant à lui les représentations sociales dans quelques films contemporains américains, situés à la jonction des genres catastrophe et science-fiction : *Independence Day* (Roland Emmerich, 1996), *Armageddon* (Michael Bay, 1998) et *Deep Impact* (Mimi Leder, 1998). Dans ces trois films, on retrouve l'idée d'une réponse exclusivement américaine face à des menaces de destruction planétaire. À chaque fois, la domination des États-Unis sur le monde est réaffirmée et légitimée : l'arrivée de la catastrophe parvient à être maîtrisée par les Américains qui mettent en place une riposte en utilisant leur force militaire et technologique. Même si ces productions ne sont pas destinées à critiquer les excès de la société, mais plutôt à consolider les pouvoirs en place, elles offrent néanmoins, en vertu de principes populistes, « l'image, même provisoire, de l'effacement et de l'éclatement » (p. 53) de ces mêmes pouvoirs.

En établissant un lien entre le succès de films de SF « optimistes » comme *Star Wars* et le nouvel essor spirituel et religieux des années 70 aux États-Unis, Vinzenz Hediger montre la valeur symbolique que revêt la mise en scène cinématographique de la rencontre entre êtres humains et extraterrestres. Porter à l'écran ce contact constitue, selon lui, une sorte de reconnaissance fictionnelle de l'existence de Dieu et par-là, réaffirme l'héritage religieux de l'Amérique puritaine.

Dans son article traitant des romans du courant cyberpunk des

années 80, Olivier Simoni se demande quels sont les enjeux politiques d'une transformation des corps. Ce questionnement amène notamment l'auteur à rapprocher l'image du corps qui se dégage de ces inventions littéraires, soit celle d'un corps malléable à l'extrême et pour lequel ne compte plus que l'accès à l'information, de la vision de l'humain qui transparait dans certains discours et projets techno-scientifiques contemporains. On retrouve, dans les fictions du courant cyberpunk ainsi que dans une partie de la pratique et des discours scientifiques, l'idée de modifier le corps pour l'améliorer, le rendre plus performant et efficace. Un discours qui rappelle celui utilisé dans le monde du travail où la flexibilité et l'efficacité sont célébrées. Ainsi on comprend mieux l'enjeu de pouvoir qui peut être lié à une éventuelle modification du corps, en vue, par exemple, d'être plus performant au travail. Comme le souligne O. Simoni, « il s'agit, en effet, de se demander qui, demain, aura le pouvoir de décider quelles transformations sont possibles ou même nécessaires : l'État, les entreprises, les médecins, les assureurs ? » (p. 77) Enfin, que cela soit dans la fiction ou dans la réalité, « le corps flexible, malléable, se trouve à la croisée d'enjeux de pouvoir que les individus ont de la peine à maîtriser » (p. 81).

François Lorétan analyse un certain nombre de films de type post-apocalyptique avec comme présupposé qu'ils représentent un moyen pour l'être humain de s'interroger sur sa propre nature. L'auteur examine les diverses typologies humaines que ces films proposent et conclut que

l'anthropologie sous-tendant ces œuvres est marquée par une vision ethnocentrée et stéréotypée, où la civilisation occidentale reste la référence à partir de laquelle les altérités imaginaires sont construites et catégorisées. Ce qui implique que, si ces fictions contiennent des éléments critiques de la société occidentale, elles ne visent pas à en balayer toute trace, l'idée étant qu'il y a toujours quelque chose à sauver dans notre civilisation.

L'article d'Olivier Moeschler propose l'analyse d'une des rares tentatives du cinéma suisse d'entrer dans le monde de la SF : dans *2069* (Fred M. Murer, 1969), un extraterrestre doit tourner en l'an 2069 un documentaire sur la Suisse. Réalisé une année après les événements de 68, ce film exprime l'idéologie et les espoirs de son époque, et illustre ainsi le lien ténu entre le politique et la SF.

Dans son étude du film *Total Recall* (1990), Charles-Antoine Courcoux s'est penché sur l'œuvre de l'un des grands spécialistes du genre, Paul Verhoeven. L'auteur met en exergue l'ambivalence des représentations de ce film où le discours se veut critique à l'égard de l'Occident et de ses dérives totalitaires tout en utilisant un certain nombre d'éléments typiques d'un discours réactionnaire.

D'autres pistes sont encore explorées, notamment celle du genre post-atomique (Philippe Ney) qui met en scène l'une des plus grandes craintes de la deuxième moitié du XX^e siècle : la guerre nucléaire. Dans le domaine de l'architecture, Delphine Fellay, Stéphanie Ginalski et Valérie Niederost nous proposent une analyse du film *Dark City* (Alex Proyas, 1998) qui

met en lien les projets et concrétisations de l'urbanisme contemporain avec les représentations cinématographiques des villes futures.

Cet ouvrage se termine sur un article innovant qui rapproche la SF et la musique. Laurent Mousson examine les thèmes utopiques de divers genres musicaux et de la chanson et jette ainsi les bases nécessaires à des analyses plus fouillées de ce domaine encore peu exploré.

Les dix textes qui composent cet ouvrage touchent à autant d'aspects différents de la SF et offrent ainsi aux lecteurs familiers ou non de ce domaine un regard scientifique et critique jusqu'alors peu courant dans les hautes écoles lémaniques.

SANDRA BOTT

■ **David Gygax, *La Swiss-South African Association (1956-2000). Un organe du capital helvétique en Afrique du Sud.* Université de Fribourg, 2001.**

L'étude de David Gygax retrace de manière détaillée et critique l'histoire de la *Swiss South African Association* (SSAA). Cette association très discrète a réuni, depuis sa création en 1956 jusqu'à aujourd'hui, de très importants représentants des cercles financiers et industriels suisses dans la conquête du marché sud-africain. Adolf Jann (directeur général de l'UBS), Ernst Schmidheiny (président d'Holderbank), Dieter Bührlé (directeur général et propriétaire d'Oerlikon Bührlé) ou encore Georg Sulzer (président de Sulzer Gebrüder

AG) ont notamment présidé ou participé à ce "club privé" doté d'une influence non négligeable sur la politique économique suisse à l'égard de l'Afrique du Sud. Cette association, qui se définit dès sa création comme apolitique et neutre, rassemble en effet la crème des investisseurs suisses en Afrique du Sud et représente de ce fait un puissant lobby dans la Suisse de l'après-guerre qui va apporter son soutien au régime de l'apartheid. C'est notamment cette auto-proclamation d'apolitisme et de neutralité que l'analyse de David Gygax réfute en mettant en exergue le lien entre la défense par l'association des intérêts économiques suisses en Afrique du Sud et celle du système politique et économique sud-africain, qui permet précisément aux membres de cette organisation de réaliser des bénéfices que l'historien qualifie d'"extraordinairement conséquents", au moins jusqu'à la crise économique dans laquelle plonge l'Afrique du Sud dans les années 1980.

Comme le relève l'auteur, si les banques et entreprises ont délégué dans cette association des personnalités haut placées de leur société, c'est que l'Afrique du Sud n'est pas un marché comme les autres. L'arrivée au pouvoir en 1948 du Parti National afrikaner consacre la domination blanche par le renforcement du système de discrimination et d'oppression de la population noire. Le pays vit sous le régime de l'apartheid : les Blancs détiennent le pouvoir politique et économique, les non-blancs représentent une main-d'œuvre bon marché à laquelle on refuse tout droit politique et pratiquement toute possibilité de s'orga-

niser pour revendiquer et défendre ses propres besoins et aspirations. En parallèle à l'instauration de la discrimination raciale dans les lois, le Gouvernement nationaliste poursuit dès ses débuts une politique très libérale en ce qui concerne les importations de capitaux étrangers dans son économie et offre un certain nombre d'avantages aux investisseurs internationaux : le rapatriement du capital investi ainsi que les paiements de dividendes ou d'intérêts sont entièrement libres. Les expropriations et nationalisations d'entreprises sont présentées comme impensables. Si ce système politique et économique offre une garantie de protection pour les investissements suisses en Afrique du Sud, il représente un potentiel point de friction politique en Suisse et mérite donc une attention particulière. C'est pourquoi certains dirigeants d'importantes firmes helvétiques, intéressés par les possibilités de profit qu'offre le marché sud-africain au sortir de la Seconde Guerre mondiale, voient l'avantage de fonder une organisation qui permette non seulement d'intensifier les relations économiques entre les deux pays, mais également de défendre et protéger leurs intérêts (présents et à venir) en Afrique du Sud contre diverses attaques, particulièrement celles que pourrait susciter la nature raciste du régime sud-africain.

Même si au moment de la création de l'association, les critiques à l'encontre de l'apartheid sont encore très modérées, ses fondateurs estiment que les articles livrés par les journaux suisses sur la situation sud-africaine sont "tendancieux" et "partiaux".

La SSAA va ainsi rapidement mettre en place ce que l'auteur qualifie d'un véritable travail de propagande visant à justifier le régime de l'apartheid auprès de la population suisse, grâce notamment aux liens de l'association avec la presse helvétique par le biais d'un journaliste économique de la NZZ, Franz Ashinger, qui figure parmi les membres fondateurs. La SSAA organise par exemple des voyages de presse en Afrique du Sud, où journalistes et politiciens helvétiques sont particulièrement bien encadrés. Ils fournissent ainsi à leur retour des comptes-rendus qui soulignent le bienfait de la présence des entreprises étrangères en Afrique du Sud en présentant la croissance économique comme un pré-requis à l'amélioration du sort de la majorité noire du pays. Ce discours se retrouve dans le bulletin que l'association diffuse dès 1957 et va s'affiner au fil du temps et de l'intensification des attaques à l'égard du gouvernement de ce pays. Dans les années 1980, les diverses sanctions internationales édictées à l'encontre du régime d'apartheid, ainsi que les critiques intérieures et extérieures vis-à-vis de la présence des entreprises suisses et des transactions bancaires avec l'Afrique du Sud, amènent la SSAA à renforcer son travail de légitimation. La défense des activités économiques de ses membres passe dès lors par la mise en avant d'arguments alibis, tels que l'universalité des relations économiques de la Suisse qui ne peut exclure un pays de sa liste de partenaires commerciaux, par la mise en évidence de la coopération des entreprises à des projets de développement apparemment non

rentables, mais surtout par la lutte contre le boycott et toutes les sanctions qui pourraient être appliquées à l'encontre du régime sud-africain. Les sanctions sont présentées comme des actes politiques qu'un pays neutre comme la Suisse ne saurait appliquer. Par contre, le rôle décisif joué par les banques suisses lors de la crise financière à laquelle est confronté le Gouvernement sud-africain et qui le conduit à décréter un moratoire partiel de sa dette extérieure en septembre 1985, permettant aux autorités sud-africaines, d'une part de surmonter leurs problèmes de liquidités et d'autre part de consolider leur dette, est présenté par la SSAA comme un problème purement technique et économique.

Le travail de la SSAA va également passer par la propagation d'une idée à laquelle semble particulièrement tenir l'association, celle de présenter les dirigeants de la politique et de l'économie sud-africaine comme les défenseurs du dernier bastion des Blancs offrant une protection face au communisme et ayant ainsi une signification stratégique pour le monde libre.

Un autre point particulièrement intéressant soulevé par l'analyse de David Gygax est le soutien et la défense dont l'association a pu bénéficier de la part des autorités fédérales. Il existe en effet au sein du gouvernement une véritable protection des entreprises suisses actives en Afrique du Sud, politiquement essentielle pour éviter aux autorités et à ses banques les attaques répétées des milieux anti-apartheid. Les autorités fédérales ont même été jusqu'à demander en 1968 le camouflage des

statistiques sud-africaines pour protéger les firmes helvétiques des critiques qui apparaissent dès 1965 au sein du Comité spécial contre l'apartheid des Nations Unies.

Par l'analyse d'un aspect spécifique des relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud, cette étude représente une contribution notable dans la compréhension large de l'histoire des relations entre ces deux pays en éclairant la collaboration significative des milieux dirigeants de l'économie et de la politique helvétiques avec le régime de l'apartheid. Les industriels et financiers suisses ont très concrètement tissé un vaste et discret réseau économique qui leur a permis de s'introduire dans les différents cercles dirigeants sud-africains. La mise sur pied de ces relations privilégiées a facilité l'accès au marché désiré et a eu une influence sur la politique économique sud-africaine à l'égard de la Suisse permettant aux membres de l'association de défendre au mieux leurs intérêts ; intérêts qui n'ont pas eu à souffrir des conditions antidémocratiques et inégalitaires en vigueur dans ce pays durant toute la durée du régime de l'apartheid.

SANDRA BOTT

LIVRES REÇUS

■ **Thierry Christ et Sabine Riard, *Du réduit communal à l'espace national. Le statut des étrangers dans le canton de Neuchâtel. 1750-1914*, Hauterive, Éd. Gilles Attinger et Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, 2000, 252 p.**

■ **Christophe Stawarz, *La paix à l'épreuve. La Chaux-de-Fonds 1880-1914. Une cité horlogère au cœur du pacifisme international*, Hauterive, Éd. Gilles Attinger et Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, 2002, 179 p.**

Une nouvelle collection d'études historiques vient d'être lancée par la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Les deux premières publications de cette série portent sur des thèmes qui concernent de près ou de loin l'histoire sociale, ce qui est très appréciable.

L'étude de Thierry Christ et Sabine Riard, qui découle d'une recherche sur l'immigration alémanique dans l'Arc jurassien dont elle évoque une partie des résultats, porte essentiellement sur la dimension institutionnelle de l'accueil des étrangers, pour une période qui va de l'Ancien Régime à l'intégration de Neuchâtel dans l'État fédéral moderne. Son point de vue prioritaire n'est donc ni économique, ni démographique. Le statut des non-communiens sous l'Ancien Régime, ainsi que les conditions posées à leur accueil et les causes de leur éventuelle expulsion sont tout d'abord décrits. L'enjeu principal de ces

coutumes était surtout économique, chaque municipalité s'inquiétant de pouvoir constamment renvoyer un étranger dans sa propre commune d'origine en cas de pauvreté. Mais les sources parlent beaucoup d'affaires de mœurs ou de mauvaise conduite dont on peut se demander si ce n'était pas parfois des prétextes. Au fur et à mesure de l'instauration d'un État moderne en pays de Neuchâtel, la tendance à réglementer l'accueil des étrangers s'est déplacée des communes au canton. En outre, avec l'avènement de la République et la nécessité de s'adapter à la nouvelle Constitution fédérale, la notion d'étranger ne devait plus comprendre les Confédérés (qui étaient particulièrement nombreux dans la région). Et l'ensemble de l'organisation communale allait être transformée, passant pour l'essentiel d'une commune bourgeoise privilégiant les communiens au détriment des habitants à une commune d'habitants exerçant majoritairement les mêmes droits. Ce qui signifie notamment que le droit de vote allait être introduit au plan communal pour les étrangers. L'évocation des paroisses et des écoles allemandes montre toutefois les limites de cette helvétisation et de cette politique d'accueil. Ainsi l'assimilation des nouveaux venus se présentait d'abord comme une volonté d'abolition des différences, notamment à l'égard des habitants germanophones.

Cet ouvrage, très complet dans ses descriptions et fort intéressant, suscite toutefois une interrogation.

En effet, la dimension institutionnelle de l'accueil peut-elle vraiment être abordée sans être pleinement intégrée dans les luttes politiques de la transition démocratique ? Et certains de ces étrangers, exilés politiques ou réfugiés, n'ont-ils pas joué un rôle essentiel dans ce processus ? Cet aspect du problème reste ainsi marginal et oublié dans cette étude, à tel point qu'un Marc Vuilleumier, dont on connaît les travaux sur ce thème, est absent d'une bibliographie pourtant fort abondante. Or, les institutions, les lois et les règlements sont aussi le produit de luttes politiques et d'équilibres sans cesse remis sur le tapis. Aussi, quand les auteurs évoquent brièvement, page 129, la disparition des dernières traces de l'Ancien Régime « *au profit, peut-être, de luttes politiques n'opposant plus tant libéraux et radicaux qu'un socialisme naissant à une droite réconciliée* », aurait-on voulu en savoir un peu plus.

La dimension politique est convoquée sur un tout autre thème, celui du pacifisme dans le contexte chaux-de-fonnier précédant la Grande Guerre, avec l'ouvrage de Chr. Stawarz, une version revue et complétée de son mémoire de licence. L'auteur évoque successivement trois tendances de ce pacifisme, le pacifisme bourgeois fondé sur le droit, celui du mouvement ouvrier qui entend procéder d'une régénération de la société, et les conceptions du mouvement chrétien social qui constituent aux yeux de l'auteur une sorte de voie médiane. Dans le contexte de la cité horlogère, ces trois tendances étaient respectivement incarnées par des personnalités comme le pasteur Paul

Borel, le négociant Marc Bloch ou le rabbin Jules Wolff pour la section locale de la Société suisse pour la paix ; le Dr Pierre Coullery, puis les Graber, Naine ou Humbert-Droz pour le mouvement ouvrier ; enfin le pasteur Paul Pettavel pour le mouvement chrétien-social. En ce qui concerne le pacifisme bourgeois et celui du mouvement ouvrier, l'analyse de Stawarz porte à la fois sur leur développement chaux-de-fonnier et le réseau international dans lequel ils s'inscrivent. Le sujet de cette étude était donc particulièrement vaste, trop sans doute pour que l'auteur ait pu nous fournir une véritable vue d'ensemble prenant en compte toutes les échelles considérées. Elle nous montre cependant combien ce pacifisme chaux-de-fonnier était attaché à une perspective de concordance sociale, qu'il découlait aussi de préoccupations économiques et qu'il pouvait trouver un prolongement dans d'autres domaines de la vie sociale, comme l'hygiénisme. Même si l'on aurait souhaité en apprendre davantage sur les activités concrètes de ces pacifistes, cette étude est fort intéressante et donne à voir une dimension oubliée de la cité montagnarde et des sensibilités de sa population. Ainsi elle nous permet de mieux comprendre pourquoi ce serait dans cette ville et pas ailleurs, à la fin de la Grande Guerre, qu'une manifestation populaire allait faire ouvrir une prison pour libérer le militant et conseiller national socialiste Graber qui avait été condamné pour avoir défendu un soldat.

Ch. H.

■ **Auguste Viatte, *D'un Monde à l'autre, journal d'un intellectuel jurassien au Québec (1939-1949)*, éd. par Claude Hauser. Éditions Communication Jurassienne et Européenne, 2001**

À l'occasion des recherches entreprises pour sa thèse sur les origines de la question jurassienne, Claude Hauser a rencontré Auguste Viatte peu avant qu'il ne meure à Paris en 1993. Il eut alors connaissance de cahiers rédigés durant son séjour au Canada, documents déposés par la famille du défunt aux Archives du Canton du Jura à Porrentruy.

L'ouvrage correspond aux pages écrites durant la première partie de la guerre, et dans ce contexte le témoignage prend un réel intérêt historique. Auguste Viatte a fait partie de ces intellectuels jurassiens qui ont sublimé les liens avec la France, en tant que patrie culturelle. Nommé professeur de littérature française à l'Université de Laval, au Québec, il se trouve face à la majorité anglophone du Canada dans une situation semblable à celle de ses compatriotes face à la domination bernoise. Catholique pratiquant, il avait été troublé par l'appui inconditionnel accordé par l'Église à la croisade franquiste. Aussi, après la défaite française de juin 1940, voit-il avec méfiance le régime de Vichy se réclamer du catholicisme et se résigner à une vassalisation dans une Europe germanisée. Parallèlement il va s'intéresser au combat mené par De Gaulle, quoiqu'il déplore le caractère virulent de la polémique que l'homme du 18 juin entretient avec Pétain.

Tenu sans perspective de publication, le journal obéit aux lois du genre, mêlant allègrement le fait familial, les obligations mondaines et la réflexion politique. « *Roosevelt élu : tant mieux. Je vais ce matin me faire arranger une dent chez le Dr Hamel. Cours sur Loti. Écrit à Mère Marie-Valérie, et longuement à mamé. Je dois encore remettre à demain une lettre à Mlle de Miribel, que je comptais écrire dès hier* », note Auguste Viatte dans sa chronique du 6 novembre 1940. La jeune femme ici nommée, Elisabeth de Miribel, avait été déléguée par De Gaulle pour faire de la propagande en faveur de la France Libre dans un Canada francophone acquis aux thèses de la Révolution nationale et volontiers anti-britannique par atavisme historique. Cette rencontre, l'idylle platonique qui s'en suivra, aura une influence décisive sur l'évolution politique du diariste. Le lecteur relève ainsi au fil des jours les étapes d'un engagement prudent qui amène le professeur à mettre son carnet d'adresses et sa plume au service d'une cause, dans laquelle il voit non seulement la possibilité de régénérer la France mais encore celle de sauver le catholicisme compromis avec le fascisme.

On mesure le chemin parcouru quand Auguste Viatte salue l'accueil de l'URSS par les Alliés, malgré son appartenance à un milieu qui avait vécu la victoire du Front populaire comme le prélude à l'avènement de l'Antéchrist. Quand s'achève le livre, le combat n'est certes pas gagné, mais deux autres tomes du *Journal* sont encore à paraître.

MICHEL BUSCH

■ ***Pour une histoire des femmes dans le Jura, ouvrage collectif édité par le Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'Émulation, Porrentruy 2001***

Pour la 25^e parution de sa *Lettre d'information*, le très actif Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'Émulation donne à sa publication annuelle les dimensions d'un livre de 180 pages fort intéressantes. Les quatre premières contributions dressent un inventaire des sources disponibles dans les archives publiques des cantons du Jura et de Berne et commentent la place qu'occupent les femmes dans l'élaboration du *Dictionnaire historique de la Suisse*. Suivent huit études particulières dont deux correspondent au bon vieux temps du Prince-évêque, les six autres à des aspects de la condition féminine aux XIX^e et XX^e siècles.

Pierre-Olivier Léchet analyse deux cas de procédures engagées à l'encontre de sorcières dont le mauvais œil occasionne des maladies aux villageois d'Orvin et fait dépérir les troupeaux. L'historien constate la conformité de ces affaires avec l'état des mentalités dans l'Europe de l'Ancien Régime mais observe, entre le procès de 1649 et celui de 1710, une évolution dans l'attitude de la Justice, devenue plus circonspecte dans l'examen des témoignages à charge et moins inhumaine dans ses méthodes, renonçant au recours de la torture.

Catherine Bosshart-Pflüger, traitant d'un sujet moins familier de l'historiographie, se penche sur les sages-femmes, souvent élues par les com-

munautés locales mais étroitement surveillées par l'administration du Prince-évêque. Elles pratiquent donc une activité dont le statut est à mi-chemin entre celui d'une profession libérale et celui de fonctionnaire, tantôt pionnières d'une politique de santé, tantôt police des ventres et des bonnes mœurs.

Le XIX^e siècle est illustré par deux études. Marie-Angèle Lovis tente d'esquisser l'importance du mouvement d'émigration des femmes à partir des sources administratives du district de Porrentruy. D'irrégulier qu'il était de 1838 à 1852, le flux des départs connaît une forte progression dans les deux décennies suivantes pour s'atténuer très sensiblement dès 1880. L'historienne établit une ventilation des activités recherchées par les expatriées et une autre des pays d'accueil. La Russie et l'Autriche-Hongrie arrivent en tête, car la grande noblesse foncière y reste fidèle à la tradition des gouvernantes et institutrices d'expression française et elle apprécie les femmes de chambre formées selon les canons helvétiques. De son côté, Corine Maître recense à l'époque du Kulturkampf un certain nombre de pratiques religieuses qui peuvent être interprétées comme des survivances d'archaïsmes dans les mentalités ou comme des manifestations de résistance face aux instructions et aux oukases de l'Ours protestant.

Dans le Jura du tournant du siècle, Pierre-Yves Donzé suit les campagnes orchestrées par le clergé contre l'alcoolisme et il constate que le discours prophylactique se double souvent d'un discours réactionnaire, l'alcool étant associé à l'attrait

moderne pour le matérialisme, à la déchristianisation, à la prolétarianisation de la population. Dans cette optique les femmes sont sollicitées comme auxiliaires d'une sainte croisade et le portrait qu'en brossent les prêtres les assimile à ce point l'image de la Madone qu'on peut comprendre que les hommes aient cherché refuge dans l'eau-de-vie. La bonne conscience, on le sait, est la voisine de mauvaise foi, et ce qui est valable pour la parole des curés l'est aussi pour le regard charitable que les dames patronnesses posent sur la pauvreté. C'est ce que nous apprend l'historique que fait Pierre Henry de la Société des dames visiteuses des pauvres de Porrentruy. Si méritoire que soit l'esprit de charité qui anime la société inspirée par l'œuvre de Frédéric Ozanam, le lecteur contemporain est souvent effaré par le conservatisme et le provincialisme d'une telle entreprise. La modestie de l'aide apportée, le sectarisme qui prévaut dans les critères d'attribution des dons dénotent, surtout depuis 1945, une méconnaissance de la réalité économique et des apports des sciences sociales.

Dans un essai d'histoire orale, Laurence Marti raconte l'histoire de sa grand-mère et, sur la base des témoignages de sa mère et de sa tante, brosse l'existence des femmes d'agriculteurs qui ont dû chercher à l'atelier ou à l'usine un indispensable revenu complémentaire. De cette peinture très authentique, l'historienne conclut que la sacralisation du travail, jamais remise en cause, a permis à ces femmes d'endurer la fatigue, d'accepter l'emprisonnement de l'esprit et l'usure du corps, rendant possible

aussi la survie dans le Jura d'une petite industrie horlogère. Si dès les années soixante du XX^e siècle ces modestes familles paysannes ont préféré vendre leur domaine lourdement hypothéqué et se tourner délibérément vers le salariat, c'est moins qu'elles jugeaient la nouvelle condition plus attrayante que l'ancienne, c'est que l'économie mixte pratiquée par les générations précédentes n'était tout simplement plus rentable.

Le dernier article écrit la première histoire de l'Association féminine pour la défense du Jura (AFDJ), de sa fondation en 1964 à 1984, date à laquelle le militantisme marque le pas, comme on le constate également au sein du Rassemblement Jurassien, dont l'AFDJ est une composante. Anne Beuchat et Stéphanie Lachat se demandent si les deux objectifs statutaires assignés à la société, l'émancipation du Jura et la promotion féminine, ont été simultanément poursuivis ou si l'un a été prépondérant. À l'évidence, assurent-elles, l'ardeur nationaliste l'a emporté sur la fibre féministe, quoique le développement de la société n'ait pas été linéaire, que des étapes comme le vote du plébiscite, l'élection de la Constituante ou l'entrée en souveraineté du nouveau Canton aient provoqué des modifications dans l'action ou suscité des débats internes. Les auteures s'interrogent également sur les relations qui ont prévalu entre les instances dirigeantes du RJ, essentiellement masculines, et la branche féminine du mouvement. La propagande autonomiste a largement propagé l'image d'un Jurassien ouvert et progressiste, faisant contraste avec le Bernois ata-

viquement conservateur : or, constatent les auteurs, avec plus d'ironie que d'amertume, le RJ ne s'est pas départi dans ses rapports avec l'AFDJ d'une solide tradition paternaliste.

Enfin, si les femmes ont représenté jusqu'à 40% des effectifs du Rassemblement Jurassien, ce qui est une proportion très élevée, une seule d'entre elles s'est assise sur les bancs de la Constituante, Valentine Friedli, ce qui lui assura son entrée dans le *Dictionnaire historique de la Suisse* et ce qui nous ramène à l'un des premiers articles de cet excellent recueil.

M. B.

■ **Samuel Jordan, *Chocolats Villars S.A. (1901-1954). Le parcours d'une entreprise atypique.* Université de Fribourg 2001**

Le lecteur se souviendra de notre Cahier n° 15 avec son dossier consacré aux archives d'entreprise, dont le maître d'œuvre était Laurent Tissot. On ne s'étonnera donc pas de retrouver son nom comme préfacier du présent ouvrage, soulignant les qualités du travail de Samuel Jordan et l'intérêt d'une recherche qui déborde le cadre d'une monographie.

L'auteur adopte une démarche rigoureusement chronologique, dans un réseau serré de titres et de sous-titres, déterminant avec clarté chacune des phases du développement de l'entreprise chocolatière, dressant autant de bilans intermédiaires de sa santé. Au-delà de ce qu'il a d'un peu technique dans cette

radiographie méticuleuse, le propos s'enrichit graduellement d'observations qui se prolongent parfois dans les notes et qui font sens. On relèvera ainsi l'intérêt des remarques méthodologiques sur le bon usage des archives industrielles.

Des problématiques qui nourrissent les réflexions de Samuel Jordan, on retiendra la stratégie commerciale des Chocolats Villars qui sort de l'entente cartellaire des chocolatiers en 1909, ouvrant les voies d'une concurrence agressive, révolutionnant la distribution par la création des magasins qui ont popularisé l'image de la vache emblématique, usant d'un discours publicitaire souvent démagogique de défense du consommateur, anticipant sur les méthodes qui feront plus tard le succès de la Migros. Cette politique a permis un essor considérable de la production et des parts de marché. Elle eut toutefois un effet boomerang après 1945, le public associant les produits de l'entreprise fribourgeoise au souvenir du chocolat de guerre. La stagnation des affaires est de plus liée à des problèmes de management et Samuel Jordan, dont l'étude est aussi le portrait d'une dynastie de patrons, n'est pas tendre dans l'examen des carences d'une gestion demeurée familiale et patriarcale. L'image sociale de Villars s'est également dégradée : si Wilhelm Kaiser avait acquis avec sa réputation de dissident celle d'un employeur progressiste, octroyant à ses ouvriers deux semaines de congés payés en 1915 déjà, son fils Olivier passera pour un patron dur et exploiteur, au point que les autorités conservatrices qui dirigent le canton

se voient dans l'obligation de lui faire des remontrances.

Au terme de son travail, l'auteur observe que cette histoire de la première entreprise qui s'est installée sur le plateau de Pérolles permet de nuancer l'image d'un canton figé dans le passé et d'autorités réfractaires à toute industrialisation. L'entreprise chocolatière entrait dans la perspective souhaitée d'un développement industriel agro-alimentaire qui ne bouleversât pas brutalement la société. Les infrastructures étaient prêtes et le Conseil d'État a aidé les débuts de Villars. La célèbre vache reste l'image d'une période de transition entre la République chrétienne chère à Georges Python et l'envol industriel des années 1960.

MICHEL BUSCH

■ **Pierre Jeanneret, *Popistes, Histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois 1943-2001*. Editions d'En Bas, 2002. 800 p.**

Ce livre offre une analyse historique exhaustive du parcours du POP vaudois de ses origines à 2001. Il ne se limite pas au contexte vaudois mais replace cette histoire dans le cadre des grands courants politiques et sociaux de gauche qui ont marqué les cinquante dernières années sur le plan international.

Pierre Jeanneret expose et scrute l'histoire politique du POP ; il analyse son évolution organisationnelle et structurelle ; enfin, par une approche thématique, il aborde des sujets tels que le POP et le combat social, la

question paysanne, les municipalités, la surveillance et la répression, le féminisme ou la culture.

Outre une bibliographie abondante, l'auteur a rédigé des notices biographiques des principales personnalités du POP et de la gauche vaudoise.

Pierre Jeanneret, docteur ès lettres, maître d'histoire et de français, a longtemps présidé l'AEHMO. Il a publié, entre autres, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande. La vie du Dr Maurice Jeanneret-Minkine (1886-1953)* aux Editions de l'Aire (1991).

Nous reviendrons sur cet ouvrage important dans le prochain numéro des Cahiers.

La revue trimestrielle *Le Mouvement social* publie son numéro 200 (juillet-septembre 2002) sur le thème « L'Histoire sociale en mouvement ». Des chercheurs y font le point sur des aspects aussi divers que la culture, l'environnement, l'État, la guerre, la littérature, l'Orient, le patrimoine, la politique, la protection sociale, la sexualité, le territoire, la théorie, le travail, l'urbain.

Abonnement en Suisse, 52 euros par an. Le numéro : 15 euros.

Éditions de l'Atelier,
12, avenue de la Sœur-Rosalie,
FR-75013 Paris.

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés: partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives... sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro:

Marco Marcacci, Il était une fois le sport ouvrier : l'évolution du SATUS depuis la Deuxième Guerre mondiale

Charles Heimberg, Libérer le sport ouvrier de la tutelle bourgeoise. L'exemple de l'Union sportive du Travail de Plainpalais

Raffaele Poli, Guillemette Gold, Alexis Rihs et Gaël Curty, Une création sportive ouvrière : le club de football d'Audax Frioul

Renato Simoni, Socialisme et sport au Tessin dans la première moitié du XXe siècle

Andrea Porrini, Les débuts de l'Unione Ticinese Operai Escursionisti. Les itinéraires de l'alpinisme populaire tessinois dans l'entre-deux-guerres

Débats, comptes rendus, articles.

AEHMO, Case postale 104, 1000 Lausanne 17

Diffusion en librairie :
Éditions d'en bas, Case 304, 1000 Lausanne 17.

25 francs suisses

ISBN 2-8290-0278-4



9 782829 002786